

## *Session de crise à Munich*

# **Pas d'apaisement à l'Office européen des brevets**

De Thomas Magenheim 19 mars 2016 - 09h47

**Le Français Benoît Battistelli entend réformer l'Office européen des brevets. Mais ses méthodes dures et sa façon de traiter le personnel ont mis l'OEB sens dessus dessous. Pour l'instant, aucune chance d'apaisement n'est en vue.**



Le Président de l'Office des brevets Benoît Battistelli (68 ans) mène son personnel à la baguette. *Photo : dpa*

[Munich](#) - Le gros de l'orage est passé mais la paix sociale est loin d'être revenue à l'Office européen des brevets. C'est ce qui ressort de la dernière session de crise du Conseil d'administration de l'OEB à Munich. Une session qui s'explique par la poigne de fer avec laquelle le Président de l'OEB, Benoît Battistelli, a entrepris de réformer son office voici cinq ans, et qui, selon les représentants du personnel, va à l'encontre de plusieurs droits fondamentaux. Tout a commencé avec le renvoi de deux cadres du syndicat de la maison, l'USOEB, mesure qui a déclenché un conflit durable entre une partie du personnel et le Président de cette organisation supranationale qu'est l'OEB.

## **Spéculations sur une démission**

Le Conseil d'administration vient de présenter au Président un catalogue de revendications destinées à restaurer la paix sociale. Il avait déjà été question dans divers médias d'une

démission ou d'un licenciement du Président. Le montant de ses indemnités et le nom de son éventuel remplaçant avaient même déjà été évoqués.

Pourtant, le Conseil d'administration a reconduit M. Battistelli pour une durée de trois ans, jusqu'à la mi-2019. Dans le même temps, le Conseil de surveillance reprend le Président en main, même s'il laisse du mou dans sa laisse. En effet, Benoît Battistelli est prié de présenter dans les trois mois une réforme des directives internes relatives aux enquêtes et de soumettre dorénavant les mesures disciplinaires, telles que le renvoi de collaborateurs, à l'approbation du Conseil d'administration. Celui-ci réclame une *procédure équitable*, ce qui suggère que ce n'était pas nécessairement le cas dans le passé...

Le Conseil ne souhaite toutefois pas revenir sur les licenciements contestés de deux membres de l'USOEB, dont la Présidente pour le site de Munich, Elizabeth Hardon. Le Directeur général du Conseil, Jesper Kongstad, s'était déjà vivement opposé à Benoît Battistelli à ce sujet en prélude à la session. En cas de nouvelle affaire de ce genre, le Conseil de surveillance exige "la possibilité de faire appel à une instance externe de réexamen, d'arbitrage ou de médiation", comme on peut le lire dans une résolution du Conseil d'administration. M. Battistelli est invité à "en étudier la possibilité". Il n'y est toutefois pas contraint.

## **Des manifestations tous les mois**

Du côté des représentants des quelque 7000 employés de l'OEB, les avis sont partagés. Mais les injonctions à l'adresse du Président ne suffiront pas à apaiser le personnel, ne fût-ce que parce que le renvoi contesté de Mme Hardon et d'un autre dirigeant de l'USOEB n'a pas été supervisé par une instance indépendante. Les représentants syndicaux ne s'expriment que sous le couvert de l'anonymat parce qu'ils craignent de figurer sur une liste noire, ce qui est déjà révélateur en soi. En cas de reconnaissance officielle du syndicat en tant que représentant du personnel, les tensions pourraient se détendre. Ce n'est pas encore le cas, toutefois, malgré la requête en ce sens formulée par le Conseil d'administration l'année dernière.

Le Conseil de surveillance réitère cette fois la demande parce qu'il se fait "les plus vives inquiétudes au sujet des troubles sociaux à l'OEB". Des mesures disciplinaires contre des représentants du personnel ou du syndicat compliqueraient un éventuel accord, prévient le Conseil. Les Chambres de recours de l'OEB auraient également besoin d'une réforme urgente. Les syndicalistes doutent que Battistelli suive cette fois l'avis du Conseil de surveillance, et donc des 38 Etats représentés à l'Office. La paix ne pourra revenir que si le Président s'en va. En attendant, le personnel continue à protester, notamment en descendant tous les mois dans la rue.

Mais Battistelli a sa propre vision de la situation : "Le Conseil est content de mon travail", explique-t-il dans un entretien avec le journal Handelsblatt. Et selon lui, il lui conserve toute sa confiance. Il estime qu'il ne faut pas considérer cette institution, qui est supranationale, dans une perspective purement allemande. Il cible ainsi une législation du travail nationale qui, selon lui, ne s'applique pas à l'OEB. Des déclarations qui n'augurent pas d'une sortie de crise rapide...